Trois articles parus en russe sur la psychiatrie politique punitive des opposants au régime russe, en 2007 et 2009, traduits du russe en français, par le traducteur automatique https://www.deepl.com/fr/translator

Deux autres articles traitant entre autres de la psychiatrie politique punitive en Russie :

- Reporters sans frontières, 2010 article révisé en 2016
- Le Monde, 2007 en français

1 -

https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F %2Fwww.lemonde.fr%2Fweb%2Farticle%2F0%2C1-0%402-3214%2C36-940560%4051-890268%2C0.html#federation=archive.wikiwix.com&tab=url

Larissa Arap, membre de l'opposition russe, serait internée en hôpital psychiatrique

Article publié le 31 Juillet 2007

Source: LE MONDE.FR avec AFP et Reuters

Extrait: Selon l'une de ses collègues, Larissa Arap aurait été emmenée de force dans un hôpital fermé de la région de Mourmansk. Il pourrait s'agir d'un acte de "vengeance" contre un article dénonçant les mauvais traitements infligés aux patients des établissements psychiatriques. Larissa Arap, membre du mouvement d'opposition emmené par le champion d'échecs Garry Kasparov, aurait été internée de force dans un hôpital psychiatrique, en représailles à l'un de ses articles dénonçant les mauvais traitements infligés aux malades mentaux dans une clinique de sa ville de Mourmansk, dans l'extrême nord de la Russie.

2 - https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.rfi.fr %2Factufr%2Farticles %2F091%2Farticle 54599.asp#federation=archive.wikiwix.com&tab=url

Russie

Vers un retour des goulags?

par Virginie Pironon

Article publié le 29/07/2007 Dernière mise à jour le 29/07/2007 à 12:48 TU



Sud de la ville de Mourmansk.

(Photo: N. Lipsanen)

Larissa Arap, journaliste et militante d'opposition en Russie a été arrêtée à Mourmansk puis internée de force dans un hôpital psychiatrique. En juin dernier, elle avait fait paraître un article consacré aux traitements réservés aux enfants dans les hôpitaux psychiatriques.

Pour les membres de l'opposition russe, il s'agit d'un retour à l'ère des répressions staliniennes.

Le 8 juin dernier, à Mourmansk, Larissa Arap avait fait paraître, dans un journal de la « *Marche des mécontents* », mouvement d'opposition mené par l'ancien champion du monde d'échecs Gary Kasparov, un article consacré aux traitements réservés aux enfants dans les hôpitaux psychiatriques de la région.

Basé sur de nombreux témoignages de parents et d'enfants, cet article démontrait que certaines pratiques psychiatriques frôlent la torture. Il dénonçait, entre autres, l'usage de l'électrochoc.

Un mois plus tard, alors que la militante se trouvait dans une clinique pour un examen médical, un médecin l'a reconnue comme étant l'auteur du texte et a appellé aussitôt la police. Larissa Arap a été emmenée de force puis placée en hôpital psychiatriques fermé, à 150 km de Mourmansk.

Pour l'opposition, au lieu d'améliorer les conditions de vie des enfants en hôpital psychiatrique, les autorités ont décidé de « soigner » la journaliste.

Interrogé sur cet événement, un porte-parole du gouverneur de la région a démenti que qui ce soit puisse être hospitalisé en Russie pour des raisons politiques.

En attendant, Larissa Arap a entamé une grève de la faim.

3 -

https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.zaks.ru%2Fnew%2Farchive%2Fview%2F54956#federation=archive.wikiwix.com&tab=url

Le retour de la psychiatrie punitive ou la nécessité d'un traitement ? - Les blogueurs discutent de l'emprisonnement de Vadim Charushev

L'annonce de l'hospitalisation forcée de l'opposant Vadim Charushev dans un hôpital psychiatrique a rappelé aux blogueurs la dystopie "1984" d'Orwell et les a fait parler de la réincarnation de "Big Brother". Dans la communauté LiveJournal, on discute pleinement du retour de la psychiatrie punitive et on cite des analogies avec les répressions de Staline en 1937.

Rappelons que Vadim Charushev, 29 ans, est connu comme le créateur de groupes d'opposition sur Internet : "Galina Starovoitova, tes idées sont vivantes" et "Je n'ai pas voté pour YedRo et la marionnette de Poutine !", "Je suis contre la dictature hébraïque en Russie !", a été hospitalisé de force dans la nuit du 6 au 7 mars depuis le 30e commissariat de police. Au même moment, selon son avocat, Charushev a été contraint de signer une déclaration de traitement volontaire sous la menace. Il existe déjà des communautés qui le soutiennent sur Internet.

Le blogueur mihalych-org estime qu'il s'agit là des premiers signes d'un renouveau de la psychiatrie punitive. "Je pense que le resserrement des vis a commencé sur tous les fronts", affirme-t-il dans son LiveJournal, "Cela ressemble à de la panique. Il y a peu d'espoir pour les seuls OMON. Il faut faire des dissidents des fous de la ville. Et c'est ce qu'ils font, les collègues de Madame Dmitrieva y parviennent. Il est surprenant que, jusqu'à présent, elle ait si rarement utilisé cette opportunité. Mais il n'est pas très difficile de déclarer fou un couple d'opposants bien connus par l'intermédiaire du tribunal. Les "nashistes" diffuseront alors cette nouvelle à grande échelle. Un mauvais, très mauvais signe.

Des blogueurs connaissant personnellement Charushev ont partagé leurs impressions sur ce qui s'est passé - "L'histoire de l'hospitalisation de Vadim dans un hôpital psychiatrique est totalement incompréhensible pour moi - écrit ment52 - Je suis modérateur dans le groupe Internet à la mémoire de G.V. Starovoitova sur le site "in contacts", organisé et dirigé par Charushev. Le groupe compte plus de 5000 membres. Il est certainement un activiste libéral. Mais il n'est pas du tout radical. Il est très équilibré. Il est loyal envers les représentants des mouvements rouges et bruns qui s'expriment souvent dans le groupe. Il est arrivé qu'il annule les mesures sévères que j'appliquais aux "patriotes" et aux "nazis". C'était la position d'un démocrate. Vadim lui-même est un avocat spécialisé, employé du Fonds de pension russe.

"J'ai connu ce type personnellement - jusqu'en 1999. Déjà à l'époque, il était très obstiné dans son activisme et sa position négative à l'égard du gouvernement actuel (il était, si ma mémoire est bonne, étudiant à l'Académie du service de l'État)", explique reanimator78. "Contrairement à beaucoup d'autres, il a continué à lutter activement et ouvertement contre les autorités, ce que je n'ai appris que maintenant, en lisant le message sur le lien. J'admets que son degré d'entêtement n'a pas diminué, mais qu'il a même augmenté, ce que je ne considère pas comme une raison pour le placer obligatoirement dans un hôpital psychiatrique".

Les militants du "Parti républicain d'Ingermanland" ont pris la défense de Vadim Charushev : "Cette affaire n'est rien d'autre qu'un massacre démonstratif et cruel de Vadim Charushev, un homme et un citoyen honnête. Ces actions des autorités font revivre les traditions honteuses de la psychiatrie punitive de l'URSS, grâce à laquelle le régime communiste a existé et s'est maintenu dans le pays pendant des décennies. Ses victimes étaient Vladimir Bukovsky, Joseph Brodsky, Valeria Novodvorskaya, Pyotr Grigorenko et bien d'autres", peut-on lire dans la déclaration.

Selon les requérants, "le président de la Fédération de Russie, D. Medvedev, en tant que plus haut fonctionnaire de l'État, et le gouverneur de Saint-Pétersbourg, V. Matvienko, sous les yeux duquel se déroule cette illégalité flagrante, sont tous deux responsables de ces actes cruels à l'encontre de Charushev". Contrairement à la thèse déclarée de Matvienko sur Saint-Pétersbourg en tant que "ville européenne", cette affaire est une véritable manifestation de l'asiatisme et du despotisme, qui sont depuis longtemps la norme pour les autorités de la Fédération de Russie et de Saint-Pétersbourg".

En outre, les internautes ont rappelé d'autres victimes de la "psychiatrie punitive" : "En octobre 2007, le tribunal de Mourmansk a rejeté l'appel de Larisa Arap, une militante de la section de Mourmansk du Front civil uni, contre la décision du tribunal Leninsky de Mourmansk de l'hospitaliser de force dans une clinique psychiatrique, ainsi que contre la décision du tribunal de la ville d'Apatity de prolonger son séjour dans un établissement médical. Arap a été placée à l'hôpital psychiatrique régional de Murmansk en juillet lorsqu'elle est venue chercher un certificat médical nécessaire à l'obtention d'un permis de conduire.

En août 2007, le tribunal régional de Novossibirsk a décidé d'envoyer le natsbol Nikolai Baluev en traitement psychiatrique obligatoire. Il était accusé de préparation d'attentats terroristes et de possession d'armes. Au cours de l'été 2008, Baluev a été renvoyé au centre de détention provisoire "à l'issue du traitement obligatoire". Cependant, certains pensent que Vadim Charushev a mérité d'être soumis à un

traitement obligatoire. Certains blogueurs ont estimé qu'il était peu probable que la "machine punitive" du Kremlin s'intéresse à un militant de l'opposition inconnu qui avait créé des groupes anti-Poutine sur un réseau social.

"Pour moi, si justement emprisonné, - écrit fat-nigga - j'ai vu ces groupes sur Vkontakte, pas du tout surpris que leur créateur et activiste peu cela. Je ne pense pas que Poutine et le KGB aient été si effrayés par Vkontakte qu'ils aient immédiatement traîné Charushev dans un asile de fous, et d'une certaine manière très intelligemment ("deux jeunes hommes l'ont attaqué dans la rue et lui ont injecté quelque chose", après quoi il a également appelé ses connaissances)".

L'utilisateur de LiveJournal gunter-spb est également enclin à considérer Vadim Charushev comme fou : "Et maintenant, une simple question à tous ceux qui aiment la psychiatrie non appliquée : le citoyen a été envoyé à l'asile de fous par le tribunal ("Le 15 mars, une audience s'est tenue sur place, au cours de laquelle le juge du tribunal Smolninsky Smirnova a satisfait la demande de l'hôpital psychiatrique pour le traitement obligatoire de Vadim Charushev"), par conséquent, le patient y est connu depuis longtemps et de manière ferme. La question se pose : pourquoi ? Parce qu'il aime tout simplement les droits de l'homme, les valeurs humaines universelles et baba Lera ? Eh bien, après avoir consulté ses interminables groupes Fkontakte, le diagnostic est posé "depuis la porte" : le type est vraiment malade : toutes les idées super-valables et le type de personnalité paranoïaque comme sur la paume de la main".

Le blogueur Volokhonsky n'a rien trouvé d'oppositionnel dans les activités de Vadim Charushev: "Les gars, mettez mon nez dans les activités oppositionnelles de Vadim Charushev. Je n'ai rien trouvé. Dans le groupe "Je n'ai pas voté pour le parti Russie Unie", bien qu'il soit l'administrateur du groupe, je n'ai pas trouvé ses remarques dans les discussions.

Dans le groupe "Galina Starovoitova, Your Ideas are Alive", l'accueil se fait sur demande, je n'y ai donc pas trouvé de discussions. De quel type d'agitation parlait-il ? Pourquoi aurait-il reçu des "menaces" ?

"D'une manière générale, cette histoire n'a manifestement rien à voir avec les machinations du Bloody Gebny. - Je ne peux rien dire sur la santé mentale de Vadim - je ne l'ai jamais vu, pas plus que quelques personnes qui semblent le connaître et affirment qu'il est tout à fait normal. Dans ce cas, ce n'est pas sa santé mentale qui est suspecte, mais la décision du tribunal sur l'hospitalisation d'office, dont je n'ai toujours pas compris ce qui l'a formellement déclenchée".

"Je n'ai jamais entendu dire que les fervents partisans de Poutine avaient été placés dans un hôpital psychiatrique, ni que des patriotes comme Prokhanov avaient fait allusion à son origine divine. Étrange, n'est-ce pas ?", écrit l'intervieweur. Selon lui, cette histoire peut servir de signal à l'ensemble de la société, et bientôt les plus chers partisans de Poutine subiront le même sort. "Malgré toute l'opposition à mes opinions, je ne peux pas m'attribuer les partisans de l'OGF. Pourtant, l'affaire Vadim Charushev m'a fait réfléchir sérieusement.

Lorsqu'une personne est internée dans un établissement psychiatrique en raison de ses convictions politiques (et pour rien d'autre), il ne s'agit pas seulement d'un appel aux individus. C'est un signal adressé à l'ensemble de la société. Et il est très triste de lire des plaisanteries telles que "vous devriez faire plus attention à la manière dont vous vous comportez dans l'opposition, ou vous suivrez Charushev".

Pour les meilleurs amis des ours, ce n'est rien d'autre que des rires et des mièvreries. Ils se croient si intelligents et si raisonnables qu'ils fluctuent au même rythme que la ligne générale du pouvoir. Cela signifie que cela ne leur arrivera jamais. Ils ne se rendent pas compte que demain, ils pourraient venir les chercher. Mais jusqu'à ce qu'ils le fassent, ils ne s'en rendent pas compte. De la même manière, la plupart de nos concitoyens ne croyaient pas, avant la crise, que notre merveilleuse économie de matières premières pouvait soudainement sombrer dans l'enfer.

Préparé par Ekaterina Stekolshchikova

4 -

https://rsf.org/fr/russie-0

Reporters sans frontières - Russie

Publié le 12.03.2010 Updated on 20.01.2016

Suite à la reprise en main des médias audiovisuels par le Kremlin au début de l'ère Poutine, Internet est devenu l'espace de discussion et d'échanges d'informations le plus libre du pays. Mais son indépendance est menacée par des arrestations et poursuites de blogueurs et des blocages de sites indépendants qualifiés d'« extrémistes ». Le Web est aussi devenu un champ d'action de premier plan pour la propagande du pouvoir et risque de devenir un outil de contrôle politique. L'accès au Web s'est beaucoup développé ces dernières années avec le soutien du gouvernement. Le projet de création d'une Silicon Valley russe a été lancé par le

décret du 31 décembre 2009 du président Dmitri Medvedev. Ce plan révèle les ambitions technologiques du pays. Internet est régulé par le Service fédéral pour la supervision des communications, dont le directeur est nommé par le Premier ministre. Le gouvernement s'est donné dès le départ les moyens d'assurer la surveillance de la Toile. En 2000, tous les fournisseurs d'accès ont été contraints d'installer le logiciel « Sorm 2 », soit « Système rapide d'enquête » en russe. Il permet à la police et au FSB d'avoir accès à la navigation des usagers et au trafic d'e-mails. Le gouvernement a été autorisé par le législateur, en 2007, à intercepter les données du web sans autorisation judiciaire préalable. Des réseaux sociaux comme *Vkontakte* et la plateforme de blogs *LiveJournal* ont été rachetés par des oligarques proches du pouvoir. Des sites « gênants » bloqués, poursuivis ou hackés Internet n'est pas soumis à un système de filtrage systématique, mais des sites indépendants et proches de l'opposition ont été rendus inaccessibles ces derniers mois. En 2008, le site Kompromat.ru avait été bloqué par plusieurs fournisseurs d'accès avant l'élection présidentielle, puis débloqué. En décembre 2009, les sites de Garry Kasparov, Kasparov.ru, Rusolidarnost.ru et Nazbol.ru, le site du Parti national bolchevique, ont été bloqués pour les usagers du fournisseur d'accès *Yota*. *Yota* a nié les faits, prétextant des problèmes techniques. Les sites ont finalement été débloqués. La direction de l'opérateur *Skartel*, à qui appartient *Yota*, a reconnu que cette société bloque des sites classés comme « extrémistes » par le ministère de la Justice. La liste des contenus « extrémistes » publiée par le procureur général comprend près de 500 termes et ne cesse de s'étendre, sous la vigilance des « centres E » chargés de lutter contre ce phénomène. L'article 282 du code criminel définit en effet l'« extrémisme » comme la xénophobie et l'incitation à la haine via un groupe social. C'est la raison évoquée pour fermer le site *ingushetiya.ru*, l'unique portail d'informations en langue ingouche. Le site www.ingushetiyaru.org a alors été créé. Dans le même cadre, en février 2010, la police russe a ouvert une enquête sur le portail Grani.ru, une plate-forme pour journalistes indépendants et militants des droits de l'homme. Même traitement pour kompromat.ru et le journal en ligne *The Moscow Post*, qui avaient rapporté une violente dispute entre des hauts responsables de la police en état d'ébriété. Souvent, un coup de fil des autorités suffit pour obtenir la suppression de contenus ou le blocage d'un site. Aleksandr Ovchinnikov, directeur de l'hébergeur *Masterhost*, a reconnu l'existence de cette pratique. Les cyber-attaques sont monnaie courante. En janvier 2010, le site *Ingushetiyaru.org* a été victime de hackers juste après avoir publié la dernière interview donnée par Natalia Estemirova, la militante des droits de l'homme assassinée en juillet 2009. Même chose pour le site du magazine tchétchène *Dosh.* quelques jours à peine après avoir reçu le Prix Reporters sans frontières en décembre 2009. Quant au site de Novaya Gazeta, il a été rendu inaccesssible pendant plus d'une semaine à la fin janvier suite à une cyber-attaque « très organisée et puissante ». Propagande et intimidations Vladimir Poutine a déclaré en janvier 2010 que « sur Internet, 50 % du contenu est pornographique. Pourquoi devrait-on faire référence à Internet ? ». Il niait les accusations de falsifications des élections régionales d'octobre 2010, des accusations relayées par Internet. Pourtant la présence du gouvernement sur la Toile est massive. Il occupe le terrain. Un des bloqueurs vedettes de RuNet, la version russe d'Internet, n'est autre que le

président Dmitri Medvedev. En mars 2008, les autorités locales ingouches ont créé un site Internet à l'adresse presque identique au site d'informations *Inqushetivaru.org,* afin de donner une différente version des informations qu'il délivrait. Par ailleurs, les supporters du gouvernement sont prompts à réagir aux commentaires critiques en ligne. Ces derniers sont alors « noyés » parmi les commentaires positifs. Les plus virulents se sont organisés en un groupe dénommé « la Brigade », dont certains bloqueurs seraient rémunérés. Ils infiltrent notamment les forums de discussion et tiennent parfois un discours très dur, n'hésitant pas à recourir aux insultes et aux menaces. En juin 2009, l'économiste Evgueni Gontmakher a révélé dans *The Moscow Times* qu'il avait été victime « d'attaques massives » de bloqueurs à la solde du gouvernement après avoir critiqué le directeur adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Surkov, Selon lui : « La machine de propagande russe moderne pénètre pratiquement chaque grand média et se répand même dans la blogosphère. » Multiplication des poursuites contre les bloqueurs En juillet 2008, le bloqueur Savva Terentyev a été poursuivi pour « dénigrement de la dignité humaine d'un groupe social » (en l'occurrence la police) et condamné à un an de mise à l'épreuve. Irek Murtazin a écopé de 21 mois de prison pour diffamation et incitation à la haine pour avoir posté un message laissant entendre que le chef de l'exécutif tatar de l'époque, Mintimer Shaimiev, était décédé. Il a fait appel devant la Cour suprême russe. Le bloqueur Dimitri Soloviev a fait l'objet d'une enquête pour avoir « incité à la haine contre la police et le FSB ». Les poursuites ont été abandonnées en janvier 2010 après deux ans d'instruction. Le ministère de l'Intérieur de la République de Khakassie (sud-ouest de la Sibérie) a abandonné, le 1er septembre 2009, les poursuites judiciaires à l'encontre du rédacteur en chef du site *Novy Focus, Mikhail Afanassiev*, accusé de répandre des "fausses rumeurs". Il avait publié des informations sur l'explosion mortelle d'une turbine de la centrale électrique de Saïano-Chouchenskaïa, causant la mort de 73 employés et avait relayé des critiques sur la manière dont les autorités avaient géré cette tragédie. En décembre 2009, le bloqueur Ivan Peregorodiev a été arrêté et inculpé de « diffusion de fausses informations liées à un acte de terrorisme » pour avoir discuté sur son blog de rumeurs selon lesquelles les victimes de la grippe A / H1N1 étaient en réalité mortes de la peste. Le bloqueur Dmitri Kirilin, quant à lui, est poursuivi pour appel "au renversement de l'ordre politique existant" et pour s'être exprimé de façon irrespectueuse envers les structures du pouvoir, et notamment envers le Premier ministre Vladimir Poutine. Aleksei Dymovsky, un policier ayant dénoncé, dans un message vidéo diffusé sur Internet, la corruption de la police, fait l'objet d'une enquête criminelle pour « abus de pouvoir et escroquerie » selon une information du Parquet russe, en décembre 2009. Il risque jusqu'à six ans de prison. Le créateur de *Vkontakte*, l'un des réseaux sociaux les plus populaires du pays, Vadim Charushev, a, lui, été interné de force dans un hôpital psychiatrique en mars 2009. Un journaliste en ligne tué Magomed Yevloyev, l'un des créateurs et propriétaire du site ingouche d'informations http://ingushetiyaru.org a été tué, en août 2008, alors qu'il se trouvait entre les mains d'agents du ministère de l'Intérieur. Le journaliste avait été interpellé, à l'aéroport de Nazran, à la descente d'un avion qui transportait également le président de la République d'Ingouchie d'alors, Murat Zyazikov.

Quelques heures plus tard, Magomed Yevloyev, blessé d'une balle à la tête, a été admis à l'hôpital où il est décédé pendant son opération. Cet assassinat demeure impuni. Une blogosphère dynamique En novembre 2009, les bloqueurs Oleg Kozyrev et Viktor Korb ont lancé un « syndicat des bloqueurs » afin de protéger les droits et la liberté des net-citoyens. Ils ont notamment lancé des campagnes en faveur des bloqueurs emprisonnés ou poursuivis. Internet vient parfois combler le vide laissé par les médias traditionnels. En 2008, un reportage sur la démolition des immeubles historiques de Moscou, et le déplacement de résidents afin de construire des bureaux et centres d'affaires, a été partiellement censuré par les autorités, et a connu une diffusion confidentielle sur la chaîne NTV. La vidéo a en revanche été postée sur *RuTube*, un clone de YouTube, et a connu un vrai succès, avec plus de 200 000 consultations en guelques jours. Internet est aussi un espace de mobilisation politique. Selon Roman Dobrokhotov, leader du mouvement des jeunes démocrates russes « My » (Nous), un parti d'opposition, toutes ses activités sont menées sur Internet via un groupe *Google*. Il est plus facile de mobiliser les gens en ligne que dans la rue. Internet est devenu un espace de dénonciation de la corruption des autorités. Marina Litvinovitch, l'une des leaders du Front civique uni, un parti de l'opposition, a publié sur son blog un post dénonçant l'impunité dont a bénéficié la fille d'une fonctionnaire de la région d'Irkoutsk. Elle était responsable d'un accident de voiture mortel en décembre 2009, mais avait été traitée comme un simple témoin dans l'affaire. Marina Litvinovitch a lancé un appel à d'autres bloqueurs pour qu'ils fassent circuler l'information, en faisant un lien vers son article ou en le repostant. De nombreux internautes ont joué le jeu. Cette initiative a eu le mérite d'attirer l'attention du public sur cette tragédie, et la bloqueuse estime que les tribunaux ne pourront plus traiter cette affaire à la légère. Pour le moment, l'impact de ces mobilisations en ligne et l'influence des blogs et des nouveaux médias sur la société russe demeurent relativement limité. L'attitude des autorités dans les mois à venir dira si les actes de censure, d'intimidations et d'arrestations sont révélateurs ou non d'une volonté de reprise en main des nouveaux médias. L'instauration d'une censure d'Internet en Russie serait d'autant plus dommageable qu'elle se répercuterait dans la région, avec des conséquences négatives sur la liberté d'information dans le Caucase et en Asie centrale, où les net-citoyens censurés chez eux ont parfois accès à l'Internet russe.

5 - https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/07/31/larissa-arap-membre-de-lopposition-russe-serait-internee-en-hopital-psychiatrique_940560_3214.html

Larissa Arap, membre de l'opposition russe, serait internée en hôpital psychiatrique

Selon l'une de ses collègues, Larissa Arap aurait été emmenée de force dans un hôpital fermé de la région de Mourmansk. Il pourrait s'agir d'un acte de "vengeance" contre un article dénonçant les mauvais traitements infligés aux patients des établissements psychiatriques.

Le Monde avec AFP et Reuters

Publié le 31 juillet 2007 à 11h49, modifié le 31 juillet 2007 à 12h28

Larissa Arap, membre du mouvement d'opposition emmené par le champion d'échecs Garry Kasparov, aurait été internée de force dans un hôpital psychiatrique, en représailles à l'un de ses articles dénonçant les mauvais traitements infligés aux malades mentaux dans une clinique de sa ville de Mourmansk, dans l'extrême nord de la Russie. C'est ce qu'affirme la présidente de la cellule de Mourmansk du Front civil uni de Garry Kasparov, Elena Vassilieva.

Selon cette militante, Larissa Arap a été admise début juillet dans une clinique de Mourmansk pour y subir des examens de routine, nécessaires à l'obtention du permis de conduire. Le 6, elle aurait été arrêtée par la police puis emmenée dans un établissement psychiatrique. *"Le docteur lui a dit d'attendre dans le couloir, et tout à coup la police est arrivée avec une ambulance et ils l'ont emmenée de force"*, a déclaré M^{me} Vassilieva, expliquant que Larissa Arap avait passé quelque temps dans une clinique avant d'être transférée, jeudi dernier, dans un hôpital psychiatrique fermé à 150 kilomètres de la ville.

"AU TEMPS DE STALINE ET DE BREJNEV..."

"C'est par vengeance qu'on a hospitalisé Larissa", affirme Elena Vassilieva. En juin, un journal d'opposition régional avait publié un article fondé sur des propos de Larissa Arap selon lequel des patients d'un hôpital psychiatrique de la région de Mourmansk étaient frappés et violés. "Au temps de Staline et de Brejnev, les hôpitaux psychiatriques servaient de prisons pour les dissidents, a ajouté M^{me} Vassilieva. Je ne pense pas que nous souhaitions revenir à ces pages honteuses de notre histoire." Les dirigeants du Front civil uni comptent adresser une lettre au médiateur de Russie pour les droits de l'homme afin de réclamer une intervention immédiate dans cette affaire.

L'établissement où, selon sa collègue, la militante a été internée a confirmé avoir admis une patiente répondant au nom d'Arap, mais un porte-parole du gouverneur de la région a jugé impossible que qui que ce soit soit hospitalisé dans la région pour des raisons politiques. "J'exclus complètement l'idée que ce puisse être un cas de répression politique. Il n'y a aucune persécution d'opposants. Chacun a la possibilité d'exprimer son point de vue", affirme-t-il.